

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 17/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIADIS Services

ZAC Sudessor
49 avenue des Grenots
91150 Étampes

Références : UD34/H2/2023/195
Code AIOT : 0006600922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement TRIADIS Services implanté Zone Industrielle du Capisol Impasse René Gomez 34420 Villeneuve-lès-Béziers. L'inspection a été annoncée le 15/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADIS Services
- Zone Industrielle du Capisol Impasse René Gomez 34420 Villeneuve-lès-Béziers
- Code AIOT : 0006600922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIADIS Services exploite un centre de transit, de tri, de regroupement et de traitement de déchets dangereux.

Le site a été autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2000. Le fonctionnement de l'établissement est actuellement réglementé par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20 avril 2012 et 17 novembre 2021.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - ° les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives;
 - ° lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité;
 - ° dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Traçabilité des déchets | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45 | / | Sans objet |
| 2 | Traçabilité des déchets | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant utilise bien l'application trackdéchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets |
| Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. |
| Constats : A partir de l'application Trackdéchets (système de gestion des bordereaux de suivi de déchets), l'inspection examine : - le BSD n° BSD-20230510-H08QWTDC4 correspondant au déchet 20 01 27 * regrouper sur le site de Triadis de Villeneuve-Lès-Béziers : Pas d'observation - le BSD n°BSD-20230510-H08QWTDC4 pour l'envoi de 27,26 tonnes de déchets. L'exploitant présente le registre des déchets entrants de trackdéchets pour le 1 er mars 2023 : Pas d'observation L'exploitant présente à l'inspection le registre des déchets sortant du mois de janvier 2023 via l'application trackdéchets : Pas d'observation |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La société Triadis indique avoir mis en place une plateforme de données qui est connectée à l'application trackedéchets et permet de générer BSD électronique trackdéchets. L'exploitant précise que l'application Trackdéchets est utilisé depuis le 1er juillet 2022.</p> <p>La société Triadis présente à l'inspection le registre des déchets entrants trackdéchets du 1 er juillet 2022 et des déchets sortants trackdachets du mois de mars 2023 : Pas d'observation.</p> <p>A noter l'exploitant réalise des transferts transfrontaliers de déchets dangereux, dans ce cas les BSD sont établis par l'exploitant sans passer par l'application trackedéchets, qui n'est pas prévue pour gérer ce type d'opération.</p> <p>L'exploitant tient un registre interne des déchets entrants et sortants du site.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |